

POPULATION ET TRAVAIL

Dynamiques démographiques et activités

*Colloque international d'Aveiro
(Portugal, 18-23 septembre 2006)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France)
<http://www.aidelf.org> – Courriel : aidelf-colloque2006@ined.fr

Crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun : effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé

Ferdinand NGUEYAP

Chercheur, Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, Yaoundé, Cameroun

Introduction

Notre analyse des changements des relations familiales en milieu urbain camerounais a pour unités d'observations plus d'une centaines de chefs de ménages ou d'unités domestiques qui ont perdu leur emploi au cours de la décennie 1990. À partir de 1987, le Cameroun a subi de plein fouet les effets désastreux d'une crise économique aiguë et de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel.

Cette analyse vise à mettre en relation cette crise économique et les politiques ou programmes d'ajustement structurel (PAS) d'une part, et les changements mieux la crise que traversent les familles, comprises ici au sens des unités domestiques, depuis plus de quinze (15) années et peut-être encore pour longtemps. L'on reconnaît aujourd'hui que les politiques d'ajustement structurel s'enracinent profondément dans le tissu social qu'elles voudraient recomposer (Nash, 1983). Si l'attention a été portée sur les changements qu'engendrent ces politiques de libéralisation sur les rôles économique et social des femmes au sein de la vie économique (Dwyer, 1988 ; Verlet, 1996 ; Ngueyap, 1998) et sur la solidarité en temps de crise (Eloundou-Enyegue, 1992), celle dirigée sur les changements relations familiales ou domestiques, voire la crise des unités domestiques en milieu urbain, est restée plus discrète, tout au moins en Afrique. Pourtant, les difficultés économiques liées aux mesures d'ajustement structurel ont entraîné des pertes massives d'emplois qui ont perturbé l'harmonie au sein des unités domestiques.

Au moment où la fonction publique, les entreprises publiques et privées ont pris la décision de mettre au chômage un nombre considérable de leurs employés, elles ont placé les unités domestiques dans un contexte nouveau d'économie domestique de pénurie. Cette situation va-t-elle modifier le type de relations qui existent au sein des ménages ? L'absence de soutien de l'homme, chef de ménage éjecté de son univers salarial, va-t-il influencer les structures et rôles au sein des unités domestiques ?

Pour aborder cette crise des unités domestiques des personnes mises au chômage, le choix du Cameroun et de Yaoundé est très riche d'enseignements. Déclaré en crise dès 1987, le pays a été mis sous plans d'ajustement structurel, aux résultats mitigés, depuis 1989. Depuis plus d'une décennie, le pays ploie sous ces mesures d'ajustement. Yaoundé, sa capitale politique et administrative, fût pendant les trois décennies qui suivirent les indépendances en 1960, le lieu de tant de promotions spectaculaires, de petits salariés devenus notables et soutiens de leurs familles et communautés, qu'elle était devenue le creuset de la réussite par le travail salarié. Or, ce sont précisément ces salariés qui ont été les premières victimes des mesures d'assainissement du secteur public et de licenciement dans le secteur privé. Avec la perte d'emploi, l'ex-salarié perd son statut social et son revenu. Quelles conséquences ces événements entraînent-ils au sein des unités domestiques ?

Ce questionnement est basé sur une observation de près de 12 mois faite, en 1998/1999, auprès des chefs de familles dans trois quartiers de Yaoundé. Plus d'une centaine d'entretiens ont été menés sur la situation de ces « compressés » après leur mise au chômage. La crise des

unités domestiques n'était pas le sujet principal de l'étude, elle ne s'est imposée qu'au fil de l'observation lorsque nous nous rendions compte que le mis au chômage cessait d'être le protecteur, le chef et le guide de sa famille ou unité domestique dont les nouvelles formes se dessinaient sous nos yeux. Les trajectoires des mis au chômage, le fonctionnement de leur unité domestique et les incidences en leur sein de la nouvelle économie domestique de pénurie, née de cette perte d'emploi, ont été abondamment observés en plusieurs phases.

1. Crise économique, politiques d'ajustement structurel et économie domestique de pénurie

Pour juguler une crise économique aiguë qui frappe le pays depuis 1987, le Cameroun veut rétablir les équilibres macro-économiques par des programmes d'ajustement structurel (PAS) inspirés et entretenus par les institutions financières internationales, Banque Mondiale (BM) et Fonds Monétaire International (FMI). Dès 1989, le pays signe avec ces institutions de Bretton Woods, des accords visant la mise en œuvre d'une série de réformes sectorielles et des mesures d'assainissement financier. La réussite de cette thérapie internationale passe par une réduction substantielle et la stabilisation des dépenses budgétaires, la hausse des tarifs de certains produits de première nécessité, la maîtrise voire surtout la compression de la masse salariale dans les pays pauvres où l'on juge les salaires trop élevés et la réduction des effectifs de la fonction publique jugés excessifs. Les pouvoirs publics qui se sont révélés incapables de mettre en œuvre ces politiques draconiennes, ont été acculés à leur dernier retranchement ; les institutions financières internationales exigent et obtiennent non seulement le dégonflement des effectifs des travailleurs de l'État et du secteur public mais, d'abord et surtout, la baisse des salaires du personnel du secteur public. Les autorités gouvernementales ont même exigé que les salaires du secteur privé soient baissés dans les mêmes proportions que ceux des agents publics, appel dont les résultats ont été vite remarqués dans certains secteurs du fait d'un code de travail, révisé profondément dès 1990 et désormais jugé « libéral ».

L'État qui n'était plus capable d'honorer ses engagements a entamé une cure d'amaigrissement qui a eu de profondes répercussions négatives sur tous les secteurs de l'économie et particulièrement sur les conditions de vie des ménages. Et, même si on évoque, depuis 1995, une reprise de la croissance économique autour de 5% l'an (2,8% en 2005) ses effets ne sont pas ressentis au niveau du panier de la ménagère. Les réformes sectorielles et les mesures financières visant le rétablissement des équilibres macro-économiques, l'efficacité et la compétitivité de l'économie nationale, la dérégulation des marchés de travail, de la législation sociale et de l'encadrement institutionnel de l'économie, ont instauré au Cameroun, comme partout où elles ont été appliquées, une économie domestique de pénurie durable. En effet, ses mesures se sont traduites par des pertes élevées du pouvoir d'achat, la réduction draconienne des dépenses du secteur public traduite par la contraction des dépenses d'éducation et de santé, les licenciements massifs et la réduction des salaires au sein de la fonction publique, La « compression » et la « déflation » des personnels du secteur privé et du secteur public (entreprise publiques et administration) sont dans la réalité quotidienne des populations, la matérialisation des politiques d'ajustement structurel. En toute surprise, certains personnels ont été mis à la retraite à 50 ou 55 ans, à la force de l'âge, alors qu'ils s'attendaient à « partir » à 55 ans ou 60 ans¹. L'onde de choc des déflations et compressions continue de planer avec les liquidations et privatisations futures d'entreprises publiques. Pour ceux qui n'ont pas perdu leur emploi, les salaires jugés très élevés, ont été réduits drastiquement dans le

¹ La théorie de « 30 ans de service » oblige à partir quel que soit votre âge si vous avez totalisé 30 ans de service.

secteur public² et privé qui « bénéficie » d'un code de travail jugé « libéral ». Après une première baisse en janvier, en novembre 1993, les salaires sont réduits de 75% dans l'ensemble de la fonction publique d'où la clochardisation du personnel de l'État, moins les militaires et les agents de police. Un jeune cadre qui avait un salaire de 298 916 F CFA non dévalués (1^{er} juillet 1987) gagne en janvier 1994, 102 000 F CFA dévalués³ de 50% ; un commis gagnait alors 15 676 F CFA dévalués contre 53 433 F CFA non dévalués en 1987. La « déflation », la « compression » et la « réduction » traumatisent la vie des unités domestiques et des familles dans un contexte d'épuisement et d'effritement des capacités de protection, de socialisation et de reproduction familiales et sociales. En effet, l'économie est incapable d'offrir des alternatives. En 2001, le taux de chômage évalué à 17% de la population active était particulièrement élevé dans les zones où le salariat était un important facteur d'ascension sociale ; il était de 32% en milieu urbain (ECAM II, 2001)⁴.

Le choix de la ville de Yaoundé est riche d'enseignements en ce qui concerne la nouvelle économie domestique de pénurie. Poste colonial en 1888, promue chef lieu de circonscription en 1905, elle est devenue capitale politique et administrative du pays depuis 1917. Yaoundé se situe dans la mouvance de l'urbanisation spectaculaire de l'Afrique ; nourrie d'une forte émigration rurale, elle connaît une croissance rapide. Elle avait au recensement de 1987, 698 000 habitants soit 17% de la population urbaine du pays. Entre 1983 et 1993, sa population est passée de 494 000 à 793 000 habitants et la ville compterait aujourd'hui plus d'un million d'habitants parmi lesquels une population scolaire et universitaire qui s'est accrue nettement, preuve d'une volonté d'accès à la « modernité » dont l'école tient lieu de principal axe d'accès dans toutes les têtes (Bopda, 1997). Yaoundé est aujourd'hui la deuxième ville du Cameroun après Douala. Mais, comme le dit Franqueville (1984), Yaoundé n'est pas Douala ; ses attributs de capitale politique et administrative, la place tenue par les agents de l'État dans la population urbaine, le niveau d'instruction généralement élevé de ses habitants, leur appartenance ethnique et avec ses langues et ses traditions, lui donnent son originalité. Yaoundé est la capitale des responsabilités et des responsables politiques et administratifs. Ceux-ci ont une claire conscience d'appartenir à l'élite du pays, celle du savoir et du pouvoir et forment un groupe relativement cohérent dans la capitale. Si on ajoute à cela qu'au Cameroun, « la seule modernité qui compte pour l'individu c'est l'argent... la conviction la plus partagée est celle d'une école qui permet d'accéder à l'argent par l'argent. Mais au-delà de l'argent, ...l'allocation des statuts et des rôles est un des mécanismes profonds qui reprend à la fois l'aspiration vers les nouveaux apports comme l'école et l'argent moderne et le recours aux anciens canons d'hierarchisation de la société que sont les titres et leurs avantages 'un scribe quelle que soit sa fonction dans l'administration ne saurait y être malheureux' » (Bopda, 1997). Forte de sa population de chefs de bureaux administratifs, de lettrés et de « cols blancs », la population de Yaoundé aspirait et aspire encore aux privilèges et à être au-dessus de tous.

La ville a donné dans le passé, par l'administration et les services publics, l'occasion de tant de promotions spectaculaires de petits employés devenus grands notables même avec une instruction réduite que l'image du « col blanc » et de la cravate demeurerait le symbole de la réussite. De nombreuses autres populations furent attirées, par la ville, grossissant ainsi les rangs

² Voici l'évolution des salaires dans la fonction publique en F CFA de 1979 à 2000 pour deux catégories la plus faible (D) et la plus élevée (A2) (Source : compilation différentes grilles salariales).

Catégorie/Indices	Dec 1979	Déc 1981	Nov 1983	Jui 1985	Jan 1993	Nov 1993	Fév 1997	Jan 2000
Cat D indice 105	24 086	30 640	40 646	45 117	45 117	29 326	35 700	37 800
Cat A2 indice 1140	247 208	306 912	389 318	420 566	336 341	154 287	199 680	243 600

³ Il est fait ici référence à la dévaluation de 50% du F CFA par rapport au FF, intervenue en janvier 1994.

⁴ Selon l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM II), le taux de chômage était évalué en 2001, à 25% et 35% de la population active respectivement à Yaoundé et Douala.

de la catégorie des salariés du secteur public et dans une moindre mesure du secteur privé. « Je vais à Yaoundé, Yaoundé la capitale ». Ces mots du célèbre musicien camerounais Talla André Marie mettent parfaitement en évidence ce fort pouvoir d'attraction qu'exerça la capitale sur les habitants du Cameroun (Ela, 1983) qui aspiraient aux privilèges. L'afflux des migrants correspondait alors à l'expansion des structures de l'État et au développement d'un large secteur public, d'entreprises industrielles, commerciale et de services d'État. Tout nouveau venu était orienté vers le secteur public. Mais l'offre de main-d'œuvre étant toujours abondante, le secteur commença à ne plus recruter que par les filières d'embauche qui naissaient, se développaient et se renforçaient face aux difficultés montantes. Par ailleurs, les femmes de plus en plus nombreuses, commencèrent à développer une activité et surtout la vente au détail. À partir des années 1986, le marasme économique monta et le Chef de l'État annonça en début 1987, que le pays venait d'être frappé par une crise économique sans précédent et d'une grande ampleur. Par ces spécificités, Yaoundé peut, dans ce cas, montrer dans quelle impasse peuvent se trouver les villes administratives et la petite bourgeoisie administrative.

Les stratégies d'ajustement dont la dimension sociale, plus symbolique qu'effective, qui garantissait l'indemnisation des travailleurs convertis et leur reconversion, ont menacé ce qui précisément avait animé la vie économique et sociale c'est-à-dire l'emploi salarié. Ce sont justement les catégories de salariés sus évoquées qui ont été surtout victimes des mesures de désétatisation, de privatisation, d'assainissement du secteur public et de licenciement dans les secteurs publics et privés. Trois termes expriment ici la hantise : la *compression* dans le secteur paraétatique et privé, la *déflation* qui correspond à la réduction des personnels de l'État et la *réduction*, réduction des salaires de l'ordre de 75% s'entend. Trois termes qui signifient pour le travailleur, la perte de son emploi, sa précipitation dans le chômage, la quête d'emplois sur un marché exsangue, obstrué et à la limite fictif⁵. Cette perte d'emploi ou la réduction drastique des salaires constituent rapidement un déni de statut ; les ex-salariés (compressés, déflatés, retraités anticipés) ou les salariés « réduits » se retrouvent dévalorisés, incapables de reconversion.

La crise économique et l'ajustement structurel se sont accompagnés du renchérissement des biens de toutes sortes, inflation amplifiée démesurément par l'ajustement monétaire intervenu en janvier 1994. Les hommes, chefs des unités domestiques, qui sont par la l'ordre juridique, la loi ou la coutume, garants et protecteurs de la famille, ne sont plus capables d'assurer des charges familiales devenues trop lourdes face à des revenus effacés, diminués d'environ 75% dans le secteur public ou qui se sont raréfiés. Tandis que l'on assiste au relèvement des tarifs des produits de première nécessité, eau, électricité, transports publics, pétrole, produits pharmaceutiques, le chef de famille salarié est compressé, déflaté ou réduit. Au départ, pour pallier aux effets sévères de cette « mise au chômage », il était prévu une reconversion et une indemnité de départ, indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté, de la classification, de la qualification dans l'entreprise. Ce pécule présente deux particularités : dans le secteur public d'entreprises, les modalités de licenciement collectif ne permettent pas de payer ce pécule à temps⁶ ou alors il sera petit ou de niveau acceptable, mais

⁵ Face à la désétatisation, il faut bien le dire, le secteur privé ne constitue pas en matière d'emplois, à Yaoundé tout au moins, un substitut. Pourtant les institutions financières internationales continuent à pousser au dégonflement des effectifs des travailleurs de l'État et du secteur public et à l'accélération du mouvement de privatisation et de liquidation des entreprises, ce qui dans un nombre croissant de cas, se traduit, même encore aujourd'hui, par une liquidation pure et simple ou la réduction du nombre de personnels. Encore aujourd'hui, 2006, les Services du Premier Ministre sont souvent pris d'assaut ou barricadés par des compressés, des années 1990, qui réclament encore des indemnités de licenciement.

⁶ Bien que les nouvelles de fermeture de l'entreprise circulent des jours et des mois plutôt, les employés sont toujours pris de court par le licenciement collectif peu orthodoxe. Un matin par exemple, les employés seront priés de rester hors de l'enceinte de l'établissement par des gendarmes lourdement armés. C'est bien tard dans la journée, qu'on viendra leur annoncer que l'entreprise est placée sous la responsabilité d'un liquidateur, et donc fermée, qui payera « en temps opportun et à bonne date » les indemnités de licenciement.

sera versé avec retard, des mois voire des années longtemps après le licenciement et souvent à « comptes gouttes ». Dans le secteur de la fonction publique, le paiement se fera à grands renforts de publicité au Fonds National de l'Emploi (FNE), entre 2 et 21 jours après le licenciement. Ici, le montant sera tellement infime et permettra souvent et seulement de couvrir quelques dépenses et des dettes accumulées lorsque l'État n'avait pas pu payer les salaires pendant deux mois avant de les réduire de 75% sans avertir ou préparer ses employés. Le montant, les modalités de paiement et la situation du déflaté ou du compressé ne permettront pas des effets « incitatifs » de cette indemnité de licenciement, cette prime « de bonne séparation » selon la terminologie du Ministre Camerounais de la Fonction Publique de l'époque. Tous ces errements dans les relations sociales tributaires de la déréglementation de l'économie, de la mise au chômage, de l'appauvrissement voire de la misère traduits par une économie domestique de pénurie, rejailliront sur les relations familiales ou domestiques.

2. Objet de l'étude et méthodologie

L'objet et les concepts de l'étude

L'objet de cette recherche est de cerner en quoi la crise économique et les politiques d'ajustement structurel ont pesé sur les changements familiaux en milieu urbain camerounais. Saisir ces effets pose plusieurs questions méthodologiques liées aux unités d'observation, à l'imbrication et à la temporalité des crises et des stratégies d'ajustement, aux facteurs extérieurs à la crise, la crise n'est-elle pas seulement un accélérateur, non un détonateur, des changements et des adaptations familiaux.

Le choix de traiter « la crise et l'ajustement structurel » est guidé par l'enchevêtrement de ces phénomènes et leurs effets. Il n'existe pas des données chronologiques qui pourraient permettre de démêler cet enchevêtrement même si la crise économique est antérieure (1987) aux programmes d'ajustement structurel (1989). Aujourd'hui, en dehors des équilibres macro-économiques, il n'y a pas d'amélioration des conditions de vie quotidienne de la population. Comme l'a montré Verlet (1996) pour le cas du Ghana, l'ajustement structurel a plutôt créé et renforcé l'économie domestique de pénurie. On peut en définitive penser que ce sont ces programmes d'ajustement qui sont à l'origine des changements des relations familiales des « victimes de la crise ». Même si des crises sociales étaient depuis longtemps en cours, les recompositions et les reconfigurations des unités domestiques observées sont le fait de la crise économique et de l'ajustement structurel.

Qu'entend-on par changements des relations familiales ? Il est très difficile de parler de famille surtout en Afrique (Pilon, 1998). Au démarrage de l'étude, nous n'en avons pas nous-mêmes une définition tout comme d'ailleurs le sujet que nous avons défini au hasard des circonstances. Au départ et suite à un atelier sur les « méthodes qualitatives en recherche sociale organisé en octobre 1997 par le TDR de la Banque Mondiale/PNUD/OMS et l'Institut Tropical Suisse de Bâle, à N'Djamena, il était recommandé à chaque participant d'approfondir les connaissances acquises. De retour à Yaoundé, j'avais alors choisi d'aborder la dégradation des conditions de vie des ménages et la recrudescence du paludisme. C'est alors que nous découvrîmes l'extrême précarité dans laquelle se trouvaient les vulnérables qu'étaient les compressés économiques et les bouleversements familiaux qui étaient en train de se développer ou déployer sous nos yeux. Sans en être un spécialiste, nous choisîmes d'en approfondir quelques aspects à travers une recherche complémentaire.

Autant dire que la définition que nous donnons à la « famille » ou « l'unité domestique » est uniquement opérationnelle pour rendre compte de nos observations. L'unité de résidence, de consommation et de reconnaissance d'une autorité était au départ la cadre de l'observation. Il est apparu rapidement que ce « ménage », tout en rendant compte du pouvoir, de la production et de la répartition des ressources, ne correspondait pas à la réalité sociale des

« familles ». Au fil de la recherche, la « famille », « ma famille » selon l'expression consacrée du compressé, pouvait être tantôt son unité domestique, sa « famille large et élargie », « ses frères et parents » excluant sa femme et ses enfants, « ses enfants » excluant sa femme, quelques rares fois, il s'agissait de « ma femme ». Plus généralement, ce qui est appelé ici unité domestique pouvait être un chef de famille avec ou sans ses épouses (son époux), avec ou sans ses enfants, avec ou sans des personnes éventuellement hébergées ayant ou non un lien de parenté avec le chef de famille, présentes sous le même toit. Parfois, l'unité domestique ne correspondait pas à l'unité de résidence, du fait même de l'immigration qui constitue l'élément essentiel de la croissance de Yaoundé ; l'unité domestique recouvre alors aussi les collatéraux et les descendants du chef de famille habitant la ville. Parfois aussi, l'unité domestique tenant toujours compte de l'immigration, de l'accueil, des regroupements et fréquentations en ville, est la parentèle urbaine reconnue et avec laquelle existe un sentiment de solidarité, une obligation morale et une soumission au chef de famille. On retrouve là des « frères et sœurs » au sens camerounais du terme c'est-à-dire, sans lien de parenté avec le chef de famille. Il faut comprendre que l'accueil des migrants en ville est souvent assuré par une sœur, un frère ou un ami qui dévient de facto, le « père ou tuteur », qui l'héberge pendant une ou deux années qui correspondent soit à la scolarisation, soit à l'apprentissage, soit à la recherche d'un emploi. Ensuite, la location d'un logement ou la construction d'une maison et l'arrangement d'un mariage souvent coutumier ; enfin, l'accueil de nouveaux immigrants. On voit ainsi se constituer une famille dont le chef est celui qui accueille dès le départ le premier migrant. Parfois, certains migrants peuvent devenir indépendants et prendre leurs distances mais très souvent, les liens sont conservés avec le « tuteur », le « tuteur du tuteur », le « père », ... qui intervient toujours pour résoudre un problème matériel, conjugal, demander la réinscription d'un enfant à l'école ou son orientation vers l'apprentissage, chercher femme pour un de ces « fils », etc.

On s'aperçoit alors que l'unité domestique, le groupe ou l'unité familiale est une communauté stable et permanente ayant des obligations morales d'entraide. Cette communauté fondée sur les rapports de parenté, d'alliance ou simplement de reconnaissance, est souvent éclatée ou recomposée à Yaoundé sous l'effet du départ/retour de la maison familiale, de la recherche ou de la perte de l'emploi, de forces d'accueil de migrants. Au total, les unités domestiques sont des assemblages mouvants de relation, de parenté, d'alliance, de voisinage, d'appartenance et de familiarité (Verlet, 1996) et d'obligations morales et matérielles. Il s'agit finalement d'une véritable organisation sociale qui s'est déployée à travers plusieurs générations et sur de vaste espace continu ou discontinu en plusieurs segments ou unités dépassant parfois et toujours le logement.

Les changements des relations familiales décrivent le processus, sous le choc de la crise économique et de l'ajustement structurel, de désharmonie, d'éclatement, de fragilisation, d'instabilité, de recompositions et de reconfigurations des unités familiales ou de leurs segments. Il s'agit de voir comment la crise et ses effets s'enracinent profondément dans le tissu familial.

Méthodologie

Pour analyser ces mutations, notre étude combine l'approche anthropologique et l'observation sociologique. Les analyses sont basées sur des observations et des entretiens réalisés auprès des victimes de la crise économique (compressés, déflatés, réduits), de leurs enfants, leurs épouses, de leur entourage et de quelques membres minoritaires de la parentèle dans les quartiers d'Ekounou, de Mvog Ada et de la Briqueterie qui semblent être le creuset de la précarité des réduits, compressés et déflatés... Toutefois des entretiens occasionnels ont été faits hors de ces quartiers. Au cours de ces entretiens et observations qui ont duré plus de douze mois, depuis février 1998, l'on s'est intéressé à l'univers du compressé, à sa précarité, puis,

pour mettre en relief les changements des relations familiales, aux mécanismes et fonctionnement de la recomposition ou de la reconfiguration des unités domestiques ou familiales.

L'approche qualitative adoptée ne fige pas la réalité. Mieux que les méthodes structurées, la méthode choisie permet en renonçant à une structure préformulée, de se laisser guider par la logique des personnes étudiées, ce qui a permis de saisir les expériences, les émotions, les perceptions et attitudes des populations, la logique des acteurs, les pratiques, les itinéraires, leurs relations sociales, les projets au sein des unités domestiques confrontées à la crise et à l'ajustement structurel. Notre approche écarte donc la quantification, la généralisation et la mise à l'épreuve des hypothèses préalablement définies. Par un processus souple et dynamique, elle s'attache à savoir pourquoi et comment se déroule le processus de changements des relations familiales, par la mise en relief des cas typiques, chaque unité domestique est un sujet unique et complexe, la description de la réalité, son aspect quotidien et dynamique, telle qu'elle est vue et vécue par les individus. Pour cela, l'on a préféré la validité supérieure des informations fiables auprès d'un nombre réduit d'informateurs ou d'étude de cas ; environ 170 entretiens ont été réalisés.

L'objectif était néanmoins d'obtenir sur les unités domestiques des renseignements sur l'effet de la crise économique et donc de chercher une grande variété possible d'unités domestiques des compressés et réduits économiques en vue de les caractériser au mieux. Pour cette raison, il était évident que tous les quartiers et les classes sociales de la ville ne présentaient pas le même intérêt. Notre étude a touché les ex-salariés ou les salariés « dévalués » comme ils disent, qui sont dévalorisés, incapables de reconversion durable des quartiers Ekounou, Mvog Ada et Briqueterie-Mokolo.

Une fois ces quartiers choisis et les groupes sociaux qui devaient permettre d'analyser les changements des relations familiales choisis et identifiés, restait à déterminer à qui passer l'interview et où procéder aux observations. Les enquêtes en milieu urbain africain actuel sont très difficiles et les « vulnérables » dans les quartiers « mal famés », sont plutôt hostiles et méfiants. Un « échantillon » par choix raisonné a été confectionné. Notre critère de choix a été « la connaissance » de l'interviewé selon les indications des chefs de quartier ou de leurs anciens collègues des administrations publiques et privées, ce qui a permis d'éviter la subjectivité. L'interview était passé par moi-même et permettait un contact irremplaçable avec les populations et la connaissance intime des quartiers. Nous nous adaptions aux rythmes de vie des enquêtés, à leurs humeurs, pour des entretiens véritables va-et-vient sur les conditions matérielles et sociales de leur unité domestique depuis leur licenciement ou leur réduction. Parfois, nous suivions un membre d'une unité domestique ailleurs dans la ville, selon les indications du compressé ou du voisinage. Les populations étaient interrogées dans leur logement, « chez eux », ce qui permettait de juger de leur précarité, contribuant parfois à créer un climat de confiance et à susciter alors de discussions intéressantes et fructueuses.

L'avantage de cette méthodologie couplant observation et interview est de permettre une analyse fine et directe des pratiques et des émotions, de gagner en profondeur ce qui est perdu en extension, de mettre en relief la complexité du phénomène étudié sans les réduire au jeu de variables isolées. Les réponses ont-elles été pour autant sincères et fiables ? Rien ne nous permet de juger de la validité totale et complète des informations reçues. Les réponses données ne sont pas idéales mais dans l'ensemble très satisfaisantes et au fil des entretiens successifs, nous pouvions « savoir » en nous fondant sur le comportement, le ton des réponses et les hésitations de l'interviewé, le degré de confiance à accorder aux réponses données. Il est évident que le contact constant et permanent avec les populations, nous a dicté les réponses à retenir finalement pour cette problématique des changements des relations familiales au sein

des unités domestiques qui tourne autour de quelques questionnements majeurs⁷ : En quoi la crise économique et l'ajustement structurel ont-elles pesé sur les changements des relations au sein des unités domestiques ? Quelles sont les singularités domestiques ? Que devient l'homme chef de ménage ou de famille éjecté de son univers salarial ? Quelles sont les nouvelles formes de recompositions et reconfigurations des unités domestiques ?

3. Changements des relations familiales

De nombreuses situations se profilent dans les relations familiales dont le recul de la place des hommes dans le ménage, la reconfiguration des rôles et positions des femmes au sein des unités domestiques et des recompositions des unités domestiques. Pour mieux comprendre ces changements, examinons le processus de formation des unités domestiques à Yaoundé.

3.1 Rappel du processus de formation des unités domestiques à Yaoundé

Comme il a été déjà dit, le migrant est accueilli en ville, Yaoundé est une ville d'immigration, par une sœur, un frère ou un ami, est hébergé pendant qu'il cherche du travail, apprend un métier ou va à l'école, puis va louer une chambre, prend femme souvent de manière coutumière, construit le « chez lui », a des enfants et accueille d'autres migrants qui constituent plus tard autant de segments ou d'unités familiales qui dépendront de par son autorité morale et matérielle, du premier migrant ou du premier segment familial⁸. Pour certains migrants des arrières petits fils sont déjà nés ici et sont en voie de fonder des segments domestiques. Ces unités ou segments domestiques sont le lieu où on assiste à l'érosion de la place de l'homme chef de famille qui a perdu son travail et ses revenus.

3.2 Dénî de statut et érosion de la place de l'homme chef de ménage

Le plus souvent, la mise au chômage ou la réduction concernent d'abord l'homme. Il s'en suit une perte de revenu et de statut social et il cesse d'être le protecteur des familles ou des ménages. On assiste à une érosion de sa place de « chef de ménage ». La crise économique et de l'ajustement structurel ont donc entraîné des effets sociaux directs, négatifs et destructeurs, sur le pouvoir, le contrôle et la place de l'homme dans le ménage dont il fût le « chef ».

Le chef de famille désormais chômeur suivra plusieurs trajectoires : certains ne rentreront pas au village, ne pourront non plus investir dans le capital d'une nouvelle activité et ne pourront pas avoir de qualification technique du FNE tant du fait de leur âge ou de l'image qu'ils préfèrent garder, de la qualité de l'emploi désormais recherché que du statut qu'il devrait avoir eu quand ils étaient en activité. Il s'agira de la catégorie la plus fragile.

Certains compressés ou réduits qui avaient ou ont développé une activité d'appoint, ou bien ceux qui sont allés en retraite normale ou forcée, ne connaissent pas le même impact de ce « chômage » induit par la crise et l'ajustement. Du fait du réseau d'appuis et de solidarités, ils développeront alors une activité. Les associations des « originaires de... », de « famille » mettront à leur disposition des sommes plus ou moins importantes pour faire et surtout le commerce. Les réduits restés dans la fonction publique mettront à profit leur expérience pour développer la petite corruption ou des activités parallèles : les usagers donneront toujours « quelque chose », surtout de l'argent pour faire avancer et aboutir leurs dossiers ; d'autres feront des consultations à titre privé et onéreux, ou privatiseront les bureaux ou lieux publics.

⁷ Évidemment, dans le cadre d'une communication, nous ne pouvions présenter l'ensemble ou parties de matériaux, discours enregistrés, notes d'entretiens et d'observation. On se contente d'une forme élaborée.

⁸ Yaoundé est de plus en plus une agglomération très peuplée et composée aux deux tiers au moins de population non Bété (autochtones) et donc plus de 70% des allogènes dont en tête les Bamiléké. Une enquête de 1993 à dégager une proportion de Bété de 40% (DIAL, 1993).

Mais, tout ceci n'est qu'exception. Dans l'ensemble, la déflation ressemble plutôt à une impasse : on est trop vieux pour tenter de nouvelles aventures, on commencera alors une recherche et une attente d'embauche salariée dans le secteur privé. Les sociétés de gardiennage qui fourmillent, recruteront quelques personnes ; mais leurs promoteurs ont conscience qu'il s'agit des déflatés sans ressorts, prêts à tout accepter, et leur proposeront un « salaire » fictif ou aléatoire, sans commune mesure avec le coût de travail.

La trajectoire la plus banale du compressé moins que le réduit, est la déchéance dans une société ou être pauvre, parti de la réussite relative à la déchéance, signifie être dépossédé de toute identité et reconnaissance sociales. Le compressé ou réduit sera sans ressorts, sans statut. Il intériorisera son exclusion, s'éloignera, s'isolera. À la recherche d'emploi salarié, sans activité, il errera. On voit là, la déchéance des chefs des unités domestiques, jadis sévères et autoritaires, devenus assistés ou simplement absents.

Dans ces conditions, il perdra ses repères, sa fierté et s'exilera dans les faits, dans son village d'origine, ou psychologiquement ou se laissera rattraper par le pouvoir ascendant des autres membres du ménage jusque-là considéré comme « mineurs ». Cette érosion du rôle social et économique de l'homme que pousse à l'extrême la misère, est l'expérience des unités domestiques qui subissent directement la perte de salaire de leur chef. Ce dernier est incapable de répondre aux besoins et sollicitations quotidiens de l'unité domestique dont les conditions se dégradent tandis que les pressions financières s'alourdissent notamment les charges de logement dont on verra plus loin l'impact sur les reconfigurations domestiques et le renchérissement des loyers, des charges d'éducation, de transport, Yaoundé s'étend sur environ 22 km et le système de transport public a fait faillite, de santé, la poubellisation et l'insalubrité du fait de l'incapacité des pouvoirs publics à gérer et enlever les déchets, entraîneront des maladies dont le redoutable paludisme.

Pour être précis, dans une ville comme Yaoundé, les parents souhaitent envoyer leurs enfants à l'école, voie d'accès au pouvoir et au savoir, qui mobilise encore malgré le chômage et les compressions. Ainsi, en dépit d'une chute des dépenses publiques réelles d'éducation par tête d'habitant de plus de 25%, le système scolaire de la capitale a réussi à stabiliser le nombre de personnes de 6 ans et plus n'ayant pas été à l'école (38 000) en 1993 ; seulement 5,8% de cette tranche n'ont pas fait d'études en 1993 alors qu'elles étaient 9,8% 10 ans plus tôt (Roubaud, 1994).

Face à ces dépenses, le réduit utilisera sa position professionnelle pour avoir des gains dérivés au moyen des gratifications, des prébendes ou de combines, tout comme l'endettement qui est la voie qu'empruntent la majorité des compressés. La dette est coûteuse à Yaoundé pour les ménages et encore plus coûteuse quand on n'arrive pas à rembourser. Les déflatés subissent alors un micro ajustement de leurs créanciers quand ils n'arrivent pas à rembourser : enlèvement de tout équipement électronique, utilisation clandestine de la force de l'ordre publique pour obliger les débiteurs récalcitrants à payer ou pour les harceler, garde à vue abusive dans les commissariats, menaces, etc. Incapables de rembourser, ils pourront aussi fuir continuellement leur domicile ou simuleront leur absence lorsque le créancier se fait sentir. Progressivement, s'installera une économie domestique de pénurie pour employés les termes de Verlet (1996) parlant de la situation de Nima à Accra sous ajustement structurel. Le rationnement affectera au premier chef la consommation alimentaire, avec la réduction de l'abondance, de la qualité voire de la fréquence des repas ; la consommation ne sera plus partagée et pour un nombre réduit de ménages, le chef de famille sera exclu des repas quotidiens parce qu'il ne « donne pas (plus) la ration ». Comme on le verra plus loin, certains enfants quitteront l'école, seront pris en charge par des proches. Quand les femmes ont souvent développé une activité prospère, des perspectives de deux ordres s'ouvrent. Certaines fournissent un capital à leur époux réduit ou déflaté, où l'insère dans des associations où elle cotise à travers lui afin de lui permettre de démarrer une activité. Parfois, les amis, les parents

aideront aussi le chef de famille mis au chômage ou réduit. Dans d'autres cas, « l'homme au chômage est marginalisé, relégué à la périphérie de l'unité domestique », dans un nombre réduit de ménages, exclu, rejeté. Quel que soit le cheminement, il y aura sa situation « d'avant » et « d'après » la crise marquée par la distance entre un emploi salarié et une activité précaire, informelle. Son unité domestique s'en trouve nécessairement touchée voire dérégulée.

3.3 Le déploiement et le repositionnement des femmes dans les unités domestiques

Les hommes, chefs des unités domestiques sont désormais incapables de répondre aux besoins quotidiens de leur unité et voient leur position s'éroder. Le compressé, le déflaté ou le réduit soit se retirera au village, son univers d'origine, soit sera exilé psychologiquement, matériellement ou réellement, abandonnera ainsi son ménage ou sa famille ou sera complètement assisté et donc dépendant. Dans l'ensemble, il s'agira de la déchéance du chef de ménage. Mais, comme observé ci-dessus, la situation ne sera pas identique pour le « licencié » qui aura développé une activité de substitution, qui aura reçu une indemnité de départ, qui recevra continuellement une pension de retraite, ou qui avait tissé ou tissera un réseau fort d'appui et de solidarités

Face aux charges et besoins domestiques et de l'absence réelle ou psychologique de l'homme, la femme prendra une place primordiale dans la mobilisation des ressources. C'est de son travail que dépendra une part croissante de la consommation et des apports au sein de l'unité domestique. Même si les activités de la femme ou leurs emplois ont souvent été difficiles à saisir, on retiendra d'entrée que le commerce et les petits métiers occupent la femme de Yaoundé. Le cas des femmes qui sont ou seront dans les postes de l'administration ou de l'enseignement n'a pas été abordé. Au départ, les femmes s'investissent dans l'agriculture urbaine et la couture pour assurer quelques besoins de la vie familiale. Mais, comme toujours, la rotation des capitaux est jugée trop lente dans l'agriculture et l'artisanat face aux charges et aux besoins monétaires. Ce qui explique que face aux pressions financières dues à la crise et à l'ajustement, les femmes s'orienteront vers l'économie de la débrouillardise, le « secteur informel » et particulièrement le commerce. Néanmoins, pour ces femmes, agriculture et commerce ne s'excluent pas mais se complètent ou mieux, se succèdent dans le planning quotidien des activités ; on cultive des parcelles au voisinage du domicile tôt les matins avant d'aller faire son commerce. Ce dernier qui ne requiert ni une formation professionnelle initiale, ni d'investissement initial lourd, est immédiatement rentable car l'objectif des activités féminines est, en cette période de difficultés économiques, le gain immédiat d'argent. La plupart des femmes observées déploient leurs efforts ingénieux pour faire leur activité commerciale non pas comme passe-temps, comme ce fût le cas lorsque le chef de leur unité domestique était employé, mais comme une véritable activité rémunératrice. Le commerce au micro détail des produits agricoles frais, plus élaborés ou cuits, des bières locales ou industrielles dans les ventes à emporter, des tissus et des vêtements (« aborés » ou vêtements de seconde main importés) à l'étalage, du bois de chauffage et la restauration populaire, fixe ou par colportage qui leur permet de livrer au client, le vendeur à la sauvette, des plats peu variés (« café », riz, ignames, plantain, etc.), sont le domaine de prédilection de ces femmes qui sont souvent seules ou esseulées. Elles sont des « bayam selam »⁹, ces professionnelles sans spécialités du commerce. Pour elles, « il faut tendre la piège sur chacune des pistes de l'argent », proverbe qui est le leitmotiv de cette pluri ou poly-activité commerciale. Leur préoccupation est de multiplier les chances de réussite.

C'est surtout celles dont les unités domestiques se fragilisent ou qui sont en voie de fragilisation qu'il faut suivre sur les chemins de l'activité. La plupart des activités se déroulent dans les différents marchés locaux où elles achètent et revendent tout ce qui est trouvable et

⁹ Anglicisme qui signifie littéralement « acheteur-vendeur ».

rentable. Parfois aussi, ces femmes se déplacent bien loin dans des conditions particulièrement difficiles sur voitures très délabrées¹⁰ qui servent de relais entre certains points de la ville et la campagne ou entre le centre ville et les quartiers périphériques. Les bayam selam (acheteuses revendeuses) utilisent ces « clandos » en direction des campagnes environnantes ou lointaines. Ce séjour qui peut être de quelques jours ou semaines, leur permet de revenir avec des produits du petit élevage, de la volaille, des produits maraîchers (tomates, choux, haricots, etc.), des fruits, des plantains, bananes, ignames, tapioca, maïs, pigment, pommes de terre, viande séchée, animaux sur pied ou tués, etc. De retour à Yaoundé, deux voies complémentaires s'ouvrent à elles pour écouler ces produits : revente en « gros » à d'autres bayam selam grossistes ou vendeuses au détail ou revente au détail par elles-mêmes, des denrées alimentaires ou du reste après la « vente en gros », en attendant le prochain départ en brousse.

Les restaurants populaires ou de classe sont aussi une activité de femmes. Plusieurs types existent : dans les « aide-maman », les clients s'asseyent sur des bancs ou des chaises sommaires ; des femmes transportent aussi et souvent, à certaines heures de la journée, de grandes cuvettes sur tête, parfois accompagnées d'un ou de deux de leurs enfants, le repas aux vendeurs à la sauvette, à leurs lieux de travail ou à leur étalage. Il s'agit du restaurant par colportage ou une sorte de service et livraison aux clients à leur point de localisation. Les commerçants affectionnent ce service qui leur permet de manger sans se déplacer et par conséquent ne pas perdre ainsi un client qui viendrait à passer, ou du temps. Certaines autres femmes s'installent tout autour ou dans les bâtiments abritant les services publics où elles servent à longueur de journée des repas et surtout de la bière ; elles peuvent aussi livrer dans des bureaux administratifs. Les femmes vendent aussi des mets chauds préparés sur place le long des trottoirs dans les quartiers populaires entre 18 et 23 heures ou très tôt le matin (beignets, plantain, macabo, maïs frais, poisson, etc.). Elles peuvent aussi s'installer devant les débits de boissons, une autre activité dans laquelle elles excellent.

Un nombre croissant de femmes acquièrent des licences et font du commerce de boisson. Bien qu'il s'agisse des ventes à emporter, la majorité des clients consomment sur place et l'on peut aussi servir des mets ou repas faits sur commande ou simplement à la demande. C'est ici que l'on glisse souvent et facilement dans l'illicite, l'illégitime, l'illégal. C'est dans ce secteur qu'excellent souvent les femmes seules, esseulées ou qui vont bientôt l'être. La plupart des clients viennent pour la tenancière ou certaines de ses vendeuses et non pour boire. Après avoir commandé une bière pour lui-même, ce type de client leur en offre une et engage immédiatement la conversation. Derrière la vente à emporter est aménagée une pièce ou temps en temps la femme fait un tour avec un client. Parfois, la femme tient dans un appartement luxueux comportant plusieurs salons, un commerce (« circuits »). Elle y reçoit des clients de marque et facture la boisson et les plats qu'elle sert au prix qu'elle veut. La femme emploie toujours des jeunes filles pour le service et la cuisine (Dongmo, 1981), filles qu'un client peut « emmener ». Cette prostitution camouflée est plus visible lorsqu'on se transporte dans les rues ou dans les débits de boissons. La femme seule ou esseulée, dont le mari est « exilé » ou qui a quitté le « foyer conjugal » ou ce qui en reste, est devenue une des parties prenantes. Elle loue une chambre ou deux pièces dans un autre quartier. Le soir venu, elle va chercher des clients dans les rues populaires ou dans les bars pour la moins exigeante ; dans les hôtels, sur les places publiques (cercle municipal par exemple) pour celle qui s'estime de qualité. C'est souvent au moyen de la prostitution qu'elle a constitué ou renforcé le capital du commerce qu'elle exerce parallèlement quand le mari est allé au chômage. Ce capital pourrait être fourni par le « protecteur », comme on le verra, un partenaire sexuel qui déstabilisera l'unité

¹⁰ Les expressions pour désigner ces voitures en disent long sur leur confort : « opep » (exportateurs de poussière en saison sèche- et aussi de boue en saison de pluie), des « clandos », voitures dites clandestines, sans aucune autorisation de circuler, mais qui opèrent au vu et au su de tous. Les « clandos » supportent 10 à 12 places pour 4 initialement prévues.

domestique. Cette situation ne saurait cependant masquer les multiples inventions faites par les femmes en vue de financer leurs activités.

Pour analyser ce financement de la pluriactivité des femmes, il faut considérer leur âge, leur ethnité, la « situation professionnelle » du mari et sa perspective matrimoniale. Les salariées éjectées de leur univers professionnel existent. Épouses de hauts et moyens fonctionnaires, ces dernières se reconvertissent difficilement comme leurs collègues masculins mis au chômage. Les commerçantes étaient plus nombreuses parmi les femmes des employés de bureau et de petits fonctionnaires. Dans nombre de cas, l'activité féminine antérieure à la crise, était destinée à pallier à l'insuffisance des revenus que procurait le mari à l'unité domestique (Franqueville, 1987). L'acuité des problèmes à résoudre par l'argent et la rareté des terres expliquent le recours au commerce dont le financement est déterminé par le ressort ethnique. En prenant les Bamiléké et les Beti, groupes « ethniques » majoritaires par leur importance numérique dans la population de Yaoundé, les associations urbaines ont permis leur insertion mieux leur immigration en ville. Aujourd'hui, elles permettent d'amortir le choc de la crise et de l'ajustement par l'appui et la solidarité. Ces associations, les « mevet » chez les Beti et les « loung » chez les Bamiléké, se tiennent au niveau des originaires d'un quartier de village, d'un village, d'un département, d'une province ou de plusieurs provinces d'origine. En leur sein, « adhérer » signifie « cotiser ». En prenant l'exemple des Bamiléké, on distingue plusieurs types d'association : des associations de secours mutuel qui proposent des prêts sans intérêts, des tontines (cotisation ou « njangi » ou « tsua ») où chaque membre reçoit à tour de rôle la totalité des versements ; les « banks » : on casse la bank en fin d'année (« caisse économique ») ou en août (« caisse scolaire ») à la veille des rentrées scolaires, et on répartit entre les membres la totalité des versements effectués, les intérêts des prêts consentis et les amendes infligées (Champaud, 1983 ; Dongmo, 1981 ; Franqueville, 1987). Les capitaux mobilisés, leur type et leur montant varient selon les groupes ethniques. Ils semblent plus importants chez les Bamiléké que chez les Béti, probablement parce que les Beti aspiraient surtout aux emplois assis de bureau et dédaignaient ces associations qui permettaient de mobiliser initialement le capital pour les actifs « hors bureau », et aussi parce qu'il « semble bien que les associations à caractère économique existant à Yaoundé, comme dans d'autres villes, sont inspirées plus ou moins de celles qui ont cours chez les Bamiléké » (Franqueville, 1987) où la participation aux associations est importante et très répandue. Comme on le voit, les femmes produisent souvent elles-mêmes leur capital par des associations d'entraide qui sont de véritables structures originales d'épargne et de crédit. Commence alors un soutien accru des unités domestiques, puis aussi et parfois, un processus d'autonomisation ou mieux d'individualisation qui sera la première étape des recompositions domestiques.

3.4 Dé(ré)compositions et (dé)reconfigurations des unités domestiques

De nouveaux rôles et positions sont donc occupés par les femmes en période de crise. Dans un premier temps, les épouses se substitueront aux hommes en tant que source de revenus et soutiens de leur unité domestique. Par un processus d'autonomisation, leur rôle familial, dans les recompositions et reconfigurations des ménages et familles, sera accru et compliqué. Elle deviendra « chef de ménage » de fait, l'homme s'étant exilé dans l'esprit et dans les faits. Deux cas de figures traduisant la même réalité de la désharmonie, apparaîtront dans l'unité domestique : elle sera apparemment stable mais en réalité et en permanence, traversée par de nombreux et incessants conflits dans une société où on comprend mal comment « un homme et sa famille peuvent être à la charge d'une femme » ; ou bien l'unité domestique s'éclatera. Très souvent, la femme prendra ses distances, de même que les autres membres de la famille ou du ménage, ou elle fera venir d'autres membres de la parentèle dans le ménage afin de développer et multiplier les sources de revenus par la pluri-activité ou la mise au travail des enfants, leur « confiage » ou placement auprès d'autres parents, d'employeurs ou dans la rue. La plupart de

temps, les enfants quitteront l'école. Parfois, la femme ou l'épouse glissera dans l'illicite et l'illégal. Elle décidera d'aller vivre avec ses parents, ou quelques fois sans qu'il y ait séparation, avec un protecteur qui sera le partenaire sexuel, afin d'augmenter ses capacités et ses revenus. Parfois, ce partenaire sexuel plus fortuné que le compressé, conduira ou incitera à la rupture de l'unité domestique. N'oublions pas qu'à Yaoundé, l'ajustement structurel a aussi favorisé l'émergence de nouveaux riches, des « feymen », « des hommes à la voiture aux vitres fumées », des « cou pliés », jeunes ou vieux, détenteurs de l'argent facile ou facilité, qui malmènent par leur pouvoir financier, et à la faveur de l'économie domestique de pénurie et de l'anonymat urbain, la vie de quelques ménages, du moins l'harmonie, la fidélité et la stabilité conjugales et familiales. Parfois aussi, l'épouse au bout du compte, quittera son « compressé » de mari, mais le partenaire sexuel protecteur, détonateur du processus, s'en ira. La femme sera alors à la fois sortie de son univers familial et économique et s'évertuera à « bricoler ou rebricoler » d'autres unités domestiques toujours précaires ou à se lancer dans la prostitution déclarée ou voilée. Parfois aussi, à l'initiative des femmes ou épouses, il n'y aura plus de naissances dans le ménage. Parfois aussi, les femmes qui auront développé une activité propice soutiendront leur unité domestique. Toujours est-il que l'homme « compressé » dont le rôle était originellement fondé sur le paternalisme sera marginalisé, relégué, rejeté ou exclu, d'autant que l'individualisation naîtra et se développera.

Dans l'un et l'autre cas, pour augmenter les sources de revenus, des membres extérieurs à l'unité domestique seront appelés et opéreront dans les activités multiformes et variées. Cette arrivée dans l'unité domestique n'est pas parasitisme qui vient, comme on le croit souvent, ronger les budgets familiaux. Bien de fillettes et de jeunes garçons venus de la campagne aident les unités domestiques ; leur revenu en partie ou en totalité, est destiné aux frais et aux charges de l'ensemble. Les parents aideront les enfants à trouver du travail, domestiques, boys ou bonnes, à vendre au détail ou au micro détail sur les trottoirs, dans les marchés ou en faisant du porte-à-porte... La majorité des enfants suivront la femme, que l'unité domestique soit éclatée ou pas, dans l'accomplissement de ses tâches de commerce ou bien une minorité d'enfants du fait des tensions ou ruptures familiales, iront durablement dans la rue.

Ce départ de certains enfants vers la rue n'est qu'un aspect de l'éclatement des unités domestiques. Le chef de famille en difficulté tentera de faire prendre en charge l'un ou l'autre de ses enfants par un parent. Ou bien aussi, il éloignera dans son village d'origine son épouse, où le cas échéant l'une d'entre elles, ainsi que les enfants. Cette initiative est différente de celles dans lesquelles l'homme ou son (ses) épouse(s) ou encore des segments familiaux choisissent de prendre des distances. Pour ce dernier cas, des segments familiaux deviendront autonomes ; les unités familiales vont correspondre désormais au ménage (unité résidentielle ou de consommation), le tuteur n'ayant plus les moyens de ses charges morales, financières et matérielles.

La reconfiguration familiale se traduit aussi par la diminution de la fréquence des visites de la parentèle villageoise voire leur disparition, dans le ménage du compressé. Dans une première phase, la parentèle assistera le compressé ; cette assistance deviendra occasionnelle, intermittente avant de disparaître. Les membres de la parentèle du compressé ayant choisi de prendre ses distances. Cette distanciation des relations est renforcée par les difficultés de logement des compressés ou réduits. La plupart était des locataires qui ne s'acquitteront que difficilement des loyers qui ont été renchérissés. La recherche des loyers moins coûteux ou l'incapacité à payer entraîneront d'interminables déménagements, une installation dans la précarité, de dépôts successifs ou définitifs des compteurs d'eau et/ou d'électricité et par conséquent, l'éclatement de l'unité domestique.

Discussions et conclusions : décompositions ou recompositions sociales ?

Nous sommes partis d'une idée : la crise économique et le programme d'ajustement structurel en mettant à mal le travail salarié et le salaire par des compressions des personnels et la réduction drastique des salaires dans tous les secteurs de l'administration et de l'économie, ont désorganisé les unités domestiques et particulièrement les relations en leur sein dans la ville de Yaoundé. Les chefs d'unités domestiques qui ont été victimes des mesures de désertisation, de privatisation, d'assainissement du secteur public et de licenciement dans les secteurs public et privé, ont été déstabilisés et ont perdu leur statut dans une société où désormais tout passe par l'argent. Les ex-salariés ou les salariés réduits se retrouvent dévalorisés, irrécupérables, incapables de reconversion du fait d'un marché de l'emploi exsangue à Yaoundé et des habitudes de la fonction occupée. Les politiques menées à la suite de la crise ont installé, comme partout ailleurs où elles ont été appliquées, « une économie domestique de pénurie ». Deux logiques se combinent autant qu'elles se ressemblent : celle des grands équilibres macro-économiques et celle de l'économie domestique de pénurie. Cette précarité économique des « ménages », des « familles » ou des « unités domestiques » est la conséquence logique de toutes les mesures préconisées par les institutions financières internationales.

L'homme perd son revenu et son statut social ; il cesse d'être le protecteur des familles et des ménages. Les femmes ou épouses vont se mobiliser pour pallier aux difficultés des unités domestiques nées des pertes d'emplois, de la réduction drastique des salaires et de la politique de renchérissement des coûts. De soutiens de familles, de chefs des unités domestiques on voit naître et se développer de nouvelles positions et rôles au sein des unités domestiques. Le maternalisme est aussi en marche et crée des situations complexes dont l'une est l'autonomisation de la femme, la distanciation, le relâchement des relations familiales et l'éclatement des unités domestiques. La conséquence est l'émergence des « familles monoparentales » à direction féminine qui plongent souvent cette dernière dans l'exploitation et la vulnérabilité ou entraînent l'exclusion de l'homme. Ce sont des impasses insurmontables dont la prostitution camouflée ou l'utilisation, la mise au travail et l'exploitation des enfants, observées ne sont que quelques maillons. On peut discuter de la pertinence de l'emploi réglementé, stable et sûr, mais la « flexibilité » chère aux institutions financières internationales et « l'économie informelle », « véritable royaume de l'exploitation » des catégories plus précarisées de la population que sont les femmes, les enfants et les hommes refoulés de leur univers professionnel, méritent d'être encadrées voire dénoncées.

L'analyse s'est intéressée à l'univers du compressé, sa déchéance et l'installation de la pénurie dans son unité domestique, puis aux mécanismes et fonctionnement de la recomposition et donc des changements des relations au sein de ces unités domestiques et familiales. Par la force des choses, les situations observées et analysées comme les problèmes soulevés dépassent rapidement le cadre restreint des familles des vulnérables ou des familles vulnérables pour rejoindre très vite l'interrogation pertinente de la vulnérabilité des familles ou des unités domestiques dans le cadre des politiques d'ajustement structurel. Suite à la crise économique et l'ajustement structurel, les unités domestiques et les relations en leur sein sont en crise. Cette crise ne se nourrit peut-être pas seulement de l'ajustement structurel mais il faut remarquer que ce dernier a profondément imprégné les relations sociales. Même s'il est vrai que certaines économies ajustées étaient déjà parties à la dérive, et que l'on ne connaît pas aujourd'hui quelles en auraient été les conséquences en l'absence d'ajustement structurel, il faudrait néanmoins reposer au terme de cette analyse, la question de l'intérêt, de la portée et des limites de l'universalisation des modèles et des principes. Pas pour encourager l'inaction ou à délégitimer la « solidarité internationale », mais pour penser, anticiper et amortir aisément le choc que subissent les structures sociales lors de l'application des programmes économiques de redressement. Les lois nationales ne pourront rien face à la dérive des unités domestiques ; seules des politiques et programmes économiques qui tiennent compte des aspirations et des

besoins immédiats des populations à un mieux être, à plus de stabilité et améliorent réellement les conditions de vie, le statut social et économique, pourront arrêter la dérégulation domestique en marche.

BIBLIOGRAPHIE

- BOPDA A., 1994, « De la reproduction sociale à la consolidation de la cellule économique : le rôle de la femme dans la société Beti en crise », in COURADE G., *Le village camerounais à l'heure d'ajustement*, Paris, Khartala/ORSTOM, pp 208-220.
- BOPDA A., 1997, *Yaoundé dans la construction nationale au Cameroun : territoire urbain et intégration*, Thèse de doctorat d'État, Université de Paris I, 511 p.
- CALVES A. E., 1996, *Youth and fertility in Cameroon : changing patterns of family formation*, Ph D Thesis, Pennsylvania State University, 254 p.
- CHAMPAUD J., 1983, *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, Mémoires de l'ORSTOM n° 98, Paris.
- COUSSY J., VALLIN J., 1996, *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, CEPED, Les Études du CEPED n° 13, 580 p.
- COURADE G., *Le village camerounais à l'heure d'ajustement*, Paris, Khartala/ORSTOM, 410 p.
- DIAL, DSCN, 1993, *Conditions d'activité de la population de Yaoundé*, DIAL, Paris, 24 p.
- DIAL, DSCN, 1993, *Le secteur informel à Yaoundé*, DIAL, Paris, 28 p.
- DIAL, DSCN, 1993, *Consommation et conditions de vie des ménages à Yaoundé*, DIAL, Paris, 24 p.
- ELA J. M., 1983, *La ville en Afrique noire*, Khartala, Paris, 222 p.
- ELOUNDOU-ENYEGUE P. M., *Solidarité dans la crise ou crise de solidarités au Cameroun ?*, Les Dossiers du CEPED n° 22, Paris, 40 p.
- FRANQUEVILLE A., 1987, *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun*, Éditions ORSTOM, Collection Mémoires n° 109, Paris, 648 p.
- GENDREAU F., 1998, « Pauvreté et changements démographiques », *La Chronique du CEPED* n° 29, pp 1-4.
- LE BRIS E., OSMONT A., MARIE A., SINOU A., 1987, *Familles et résidence dans les villes africaines : Dakar, Bamako, Saint Louis et Lomé*, Paris, L'Harmattan, 256 p.
- LOCOH T., 1988, « Structures familiales et changements sociaux », in TABUTIN D., *Population et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, L'Harmattan, pp 441-478.
- LOCOH T., 1993, « Les familles africaines face à la crise », *Afrique Contemporaine*, 166, pp 3-14.
- LOCOH T., 1994, *Familles africaines, population et qualité de la vie*, Les Dossiers du CEPED n° 31, Paris, 48 p.
- LOCOH T., 1996, « Changements des rôles masculins et féminins dans la crise : la révolution silencieuse », in COUSSY J., VALLIN J., *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp 445-469.
- MAHIEU F. R., 1997, « Face à la pauvreté : stratégies universelles et recompositions africaines », in PILON M., LOCOH T., VIGNIKIN E., VIMARD P., *Ménages et familles en Afrique :*

- approches des dynamiques contemporaines*, CEPED/ENSEA/INS/ORSTOM/URD/, pp 327-344.
- MEILLASSOUX C., 1996, « Économie et travail des enfants », in SCHLEMMER B., *L'enfant exploité : oppression, mise au travail et prolétarisation*, Khartala/ORSTOM, pp 55-66.
- MORICE A., 1996, « Le paternalisme, rapport de domination adapté à l'exploitation des enfants », in SCHLEMMER B., *L'enfant exploité : oppression, mise au travail et prolétarisation*, Khartala/ORSTOM, pp 271-290.
- NANITELAMIO J., 1995, « Relations de genre et relations conjugales », in *Afrique et Développement*, XX(4), pp 115-132.
- NGUEYAP F., 1997, Programmes économiques, dérégulation sanitaire et endémo-épidémies dans le département du Mayo Danay (Cameroun) 18 p.
- NGUEYAP F., 1998, « Dérégulation économique, déni de statut et dérégulation domestique », Communication à la Chaire Quetelet, 1998, *Ménages, comportements démographiques et sociétés en mutation*, Louvain-la-Neuve, 25-27 novembre 1998.
- OPONG C., 1988, « Les femmes africaines : des épouses, des mères et des travailleuses », in TABUTIN D., *Population et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, L'Harmattan, pp 421-440.
- PILON M., VIGNIKIN K., 1996, « Stratégies face à la crise et changements des structures familiales », in COUSSY J., VALLIN J., *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp 470-493.
- PILON M., 1996, « Les familles africaines en plein remue-ménage », *La Chronique du CEPED*, 21, pp 1-4.
- PILON M., 1996, *Pour un remue-ménage de la « démographie des familles » en Afrique*, Communication à la Chaire Quetelet 1996, « Entre l'Utile et le Futile : Pistes pour une démographie du XXI^{ème} siècle », Louvain-la-Neuve, 21-23 octobre 1996.
- PILON M., LOCOH T., VIGNIKIN E., VIMARD P., 1997, *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, CEPED/ENSEA/INS/ORSTOM/URD/, 408 p.
- ROUBAUD F., 1994, « Le marché du travail à Yaoundé 1983-1993 : la décennie perdue », *Revue Tiers Monde*, XXXV(140), pp 751-778.
- SCHLEMMER B., 1996, *L'enfant exploité : oppression, mise au travail et prolétarisation*, Khartala/ORSTOM, 522 p.
- VERLET M., 1996, « Grandir à Nima (Ghana) : dérégulation domestique et mise au travail des enfants », in SCHLEMMER B., 1996, *L'enfant exploité : oppression, mise au travail et prolétarisation*, Khartala/ORSTOM, pp 311-329.
- VIMARD P., GUILLAUME A., 1991, « Mobilités familiales et spatiales des enfants en Côte d'Ivoire », in QUESNEL A., VIMARD P., *Migration, changements sociaux et développement*, ORSTOM, Colloques et Séminaires, pp 243-260.
- WAKAM J., 1997, « Différenciation socio-économique et structures familiales au Cameroun », in PILON M., LOCOH T., VIGNIKIN E., VIMARD P., 1997, *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, CEPED/ENSEA/INS/ORSTOM/URD/, pp 257-277.
- YACHIR F., 1991, « L'ajustement structurel dans le Tiers Monde », *Afrique et Développement*, XXI(1), pp 165-184.